



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/L-economie-mistigri>

Actualité

L'économie-mistigri

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2011 - N° 1124 - octobre 2011 -

Date de mise en ligne : mercredi 29 février 2012

Date de parution : octobre 2011

Description :

Éloi Leymarie montre que le jeu que mènent les capitalistes pour cacher la gravité de la situation n'a pour but que d'empêcher toute remise en cause du système.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Les beaux discours ne parviennent plus à masquer la réalité de la toute-puissance de la finance. Éloi Leymarie en donne ici un nouvel exemple, alors que, partout, les indignados manifestent que trop c'est trop : ils ne sont désormais plus dupes :

Dans une crise aussi profonde que celle que nous connaissons, les stratégies explicatives revêtent une importance primordiale pour l'oligarchie politique et économique. En effet, comment expliquer un krach boursier ? Des faillites bancaires ? De la qualité des explications fournies dépend la survie du système. Car expliquer, c'est justifier, et justifier, c'est faire accepter ce qui parfois est proprement inacceptable. Comment faire accepter aux peuples des mesures d'austérité qui vont les ruiner au nom du sauvetage d'un système qui les a déjà largement appauvris ? Quel type d'explication peut pacifier une population dont les conditions de vie (alimentation, santé, éducation, emploi, logement...) se dégradent sans fin ?

L'enjeu est d'autant plus important que l'instabilité du système capitaliste libéral étant non pas conjoncturelle mais toujours inscrite structurellement dans son évolution, les élites doivent sans cesse rendre compte de situations potentiellement porteuses de ruptures. L'idéologie du capitalisme consiste alors de moins en moins à vanter les mérites d'un système que de tenter inlassablement de prouver qu'il n'est pas lui-même à l'origine de ses propres déboires. Et l'on sait que maintenir en toutes circonstances des contre-vérités, même flagrantes, finit par porter ses fruits : les discours de justification du désordre ambiant finissent effectivement par légitimer, aux yeux du plus grand nombre, l'ordre des plus grandes inégalités.

Les quatre cartes du jeu capitaliste

Cette nécessité de restaurer de manière systématique la légitimité capitaliste est particulièrement vive depuis 2007, c'est-à-dire depuis la montée en puissance de la crise des subprimes, puis son explosion à l'automne 2008. L'oligarchie a alors proposé plusieurs types d'explications pour rendre compte de la tournure catastrophique des événements. Nous pouvons en identifier quatre :

Explication n°1 :

La crise est une construction de l'esprit. L'économie va bien, il n'y a aucune raison de craindre une récession. Les grands indicateurs macro-économiques sont au vert. Il faut rappeler à l'ordre ceux qui paniquent inutilement. Cette version « circulez, y'a rien à voir » est magnifiquement illustrée par l'inénarrable Alain Minc qui déclare début-octobre 2008 : « la crise est grotesquement psychologique ».

Explication n°2 :

Oui, il y a bien une crise mais c'est normal : le capitalisme a toujours traversé des crises qui sont des crises de croissance. Les mutations de l'appareil productif, les révolutions technologiques, la mondialisation... impliquent des adaptations souvent délicates de l'économie capitaliste. Ces étapes sont nécessaires. C'est le prix du progrès. Voilà, en substance, le message délivré par P.-A. Delhommais, Grand Prophète au Monde, dans son article du 9 août 2007 sous le titre Une mondialisation heureuse mais heurtée.

Explication n°3 :

La crise est grave : l'État, dont l'intervention dans l'économie est toujours perturbatrice, crée des turbulences à la hauteur de son implication (impôts, réglementation, dette...). Il faut laisser le marché réguler seul l'économie, moyennant quoi tout ira pour le mieux. Cette thèse libérale est entre autres celle de l'économiste français P. Salin dans son ouvrage *Revenir au capitalisme pour éviter les crises* (2010).

Explication n°4 :

La crise s'explique par les agissements d'une poignée d'escrocs comme Kerviel ou Madoff. Il faut distinguer au sein du capitalisme l'entrepreneur honnête des charlatans et autres crapules. Plus largement, il ne faut pas amalgamer le patron responsable et le banquier d'affaires sans scrupules. La solution préconisée est alors la refondation morale et on se souvient qu'en janvier 2009 N. Sarkozy avait déclaré lors d'un sommet à Paris : « On doit moraliser le capitalisme ».

Cet arsenal explicatif de la crise a évidemment pour fonction d'empêcher toute remise en cause du système. Ces différentes explications sont a priori efficaces, prises isolément. Pour plus d'effet encore, il est possible de les associer par paires : par exemple en jouant la carte de la normalisation (n°1 et 2), ou en avançant des causes de troubles extérieures à ce système (n°3 et 4). Ces combinaisons confèrent à l'argumentaire une force de persuasion certaine si toutefois on les manie avec prudence : certaines explications sont incompatibles, contradictoires (par exemple la n°1 et la n°3 ou encore la n°2 et la n°4) et donc certaines associations interdites.

De l'art de conjuguer des causes imaginaires

Cet été pourtant, face à la violence de la crise boursière et monétaire, et à l'indigence politique des gouvernements dans la tourmente, l'audacieuse Laurence Parisot a réussi l'improbable tour de force non seulement d'avancer toutes les causes en même temps, mais même d'ajouter une carte étrange au jeu capitaliste. Dans une interview au Figaro (du 28/08/2011, intitulé *Parisot dénonce un complot contre l'Europe*), au journaliste qui l'interroge : « L'activité économique semble connaître un coup de frein brutal. Comment l'expliquez-vous ? » elle répond : « Le ralentissement est dû à la rencontre de deux séries de causes : aux États-Unis, une situation économique et politique qui se dégradait ; en Europe, des États qui franchissaient la ligne rouge en terme d'endettement. Une fois ces difficultés surmontées, nous retrouverons une croissance vive et créatrice d'emplois mais il ne faut pas se tromper dans l'analyse de ce que nous avons vécu cet été. La situation s'est tendue quand la Chine a commencé à faire la leçon aux États-Unis sur leur dette. Les Américains ont sans doute voulu alors repasser le mistigri à l'Europe. On a assisté à une sorte de guerre psychologique et à une tentative de déstabilisation de la zone euro. Les marchés ont surréagi, étant par nature très sensibles aux rumeurs, même organisées. La morale de l'histoire, c'est que nous ne devons pas être naïfs et tomber dans le panneau de l'auto-disqualification : si l'Europe a été attaquée, ce n'est pas parce qu'elle est faible mais parce qu'elle est forte, et si elle est enviée, c'est parce qu'elle est enviable. »

Décryptage :

On retrouve dans cette réponse les quatre thèses ensemble.

Thèse n°1 : il n'y a pas de crise

La patronne du MEDEF évoque un "ralentissement", pas une crise. En fait, « les marchés ont surréagi ». C'est

d'autant plus bizarre que l'Europe est « forte » et « enviable ». Plus loin dans l'interview, Parisot dit que « nos banques sont parmi les plus solides au monde ». De quoi s'inquiète-on ?

Thèse n°2 : les crises sont normales

L.Parisot nous informe qu'aux États-Unis la « situation économique se dégradait ». Ce n'est pas la crise du capitalisme, juste une mauvaise conjoncture qui sera bientôt dépassée : « une fois ces difficultés surmontées, nous retrouverons une croissance vive et créatrice d'emploi ».

Thèse n°3 : les crises sont le fait de l'ingérence étatique.

Les « États franchissaient la ligne rouge en terme d'endettement ». C'est LA thèse libérale qu'une patronne de patrons ne peut pas éluder.

Thèse n°4 : il faut moraliser le capitalisme.

L.Parisot parle d'une « tentative de déstabilisation de la zone euro ». Il y a des opérateurs mal intentionnés qui ne jouent pas le jeu du marché. J.-P. Jouyet, le directeur de l'Autorité des Marchés Financiers (si, si, il y en a bien une, elle existe...), a dénoncé pour sa part des « abus de marché ».

Le Grand Mistigri Mondial : une guerre psychologique pour le moins éprouvante

Une réponse, dix lignes, quatre causes. À n'en pas douter, la présidente du Medef nous revient de congé en grande forme.

Mais ce n'est pas tout. Deuxième volet du tour de force : une nouvelle explication à la crise a été débusquée, une nouvelle carte apparaît dans le jeu patronal : s'il y a une crise, tenez-vous bien, c'est que l'Europe s'est fait refourguer le "mistigri" (sic).

Chacun sait, bien sûr, de quoi il est question : le mistigri est un jeu de cartes en nombre impair. Le but de chaque joueur est de se débarrasser de ses cartes en constituant des paires et en refillant à l'adversaire celle qui, justement, ne va avec aucune autre. La métaphore est chatoyante : Parisot compare la crise de la dette qui, rappelons-le au passage, conditionne le quotidien de millions d'européens, à un jeu de cartes où la chance le dispute au bluff et à la duperie. Les travailleurs grecs apprécieront. Au-delà du fait que cela soit puissamment pensé (Parisot doit probablement son poste à la fulgurance de son esprit), nous sommes renseignés sur le regard stratégique qu'elle porte sur la mondialisation.

Car les joueurs de cette partie-là ne sont plus les agents traditionnels de la science économique. Nous sommes loin de la rationalité anonyme de millions de petites volontés défendant leur intérêt particulier et agrégées comme par magie par le marché. Ici, les grands ensembles dominent : la Chine, les Américains, l'Europe... Tout d'un coup, les nations, les peuples, les unions régionales ne sont plus des entités abstraites et illusoire. La financiarisation de l'économie redonne de la consistance à un subconscient collectif : gouvernements, entreprises, médias marchent soudainement comme un seul homme derrière une cause commune. On interrogera bien sûr la réalité de ces acteurs d'un nouveau genre brusquement doués d'intentions et même, cerise sur la gâteau, d'une psychologie.

Imaginez un peu la scène : la Chine « fait la leçon aux États-Unis ». Vexés, ceux-ci « ont voulu alors repasser le mistigri à l'Europe ».

L. Parisot réinvente une géo-économie pour le moins ésotérique. Quoiqu'il en soit, cette sale affaire de mistigri prouve que tout n'est pas clair dans l'eau habituellement cristalline de l'économie mondiale. Un complot ? demande le Figaro ; plutôt une « orchestration » de « rumeurs infondées » contre les banques françaises. Parisot précise : « Quand des publications américaines très lues par les investisseurs et les analystes financiers titrent sur de fausses annonces dramatiques, des questions se posent ». On se souvient effectivement que le 10 août la Société Générale avait perdu 15% de sa valeur, en quelques heures, à cause d'un article du Daily Mail (visiblement « très lu par les investisseurs et les analystes financiers » !!) écrit par un journaliste qui avait pris au sérieux une fiction économique du Monde ne mentionnant pourtant même pas ladite banque. Les "Américains" ont donc manipulé la presse pour provoquer la crise de la dette européenne...

Décidément, avec l'économie-mistigri, il faut avoir les nerfs solides. Nous comprenons mieux les tenants et les aboutissants de la « guerre psychologique » entre l'Europe et les États-Unis. Le jeu est particulièrement éprouvant, le suspens intenable : qui terminera avec la carte-malheur ? Heureusement, l'interviewé fait preuve d'un sang-froid exemplaire, ce qui lui permet de ne pas sombrer dans la paranoïa complotiste. Tous n'ont pas ces ressources psychologiques et l'on a pu voir les marchés mi-euphoriques mi-déprimés, traversés d'états d'âmes contraires et imprévisibles : mélancolie aigüe, crises de nerfs à répétition, bouffée délirante, accès d'optimisme soudain... Si nous ajoutons à cela la tension nerveuse entretenue par les agences de notation pour savoir qui passera de AAA à AA+, on conviendra que l'état clinique du capitalisme en ce début de 21ème siècle est des plus préoccupant. On pensera donc, à l'avenir, à élargir la procédure du stress-test aux traders et autres patrons de banques.

En exposant en exclusivité cette nouvelle théorie (n°5 : la crise sanctionne une défaite au Grand Mistigri Mondial), L.Parisot tape fort. Faisant preuve d'une hétérodoxie économique pour le moins inattendue, elle propose une explication qui, bien sûr, semble rejoindre celle proposée par Alain Minc (n°1 : « la crise est grotesquement psychologique ») ou celle (n°4) des escrocs, mais qui n'est en réalité associable à aucune autre. Pourquoi ? La théorie n°5 avance une cause de crise, qui est interne au capitalisme et non pas exogène comme toutes les précédentes. L.Parisot vend involontairement la mèche : ce qu'elle décrit et incrimine, c'est l'embarquée d'un système pris dans sa globalité, pas tel ou tel acteur fauteur de trouble. Pour que la mondialisation financière en vienne finalement à cette partie de bluff, il faut bien que la défaillance soit systémique. Du coup, cette nouvelle explication manque complètement son objectif de dédouaner le capitalisme ; et provoque même l'effet inverse. Elle nous donne des clés pour comprendre la nature d'une crise bien réelle qui ne se résume pas à de simples « rumeurs infondées ».

L'économie-mistigri : la rémunération du risque sans le prendre

L.Parisot nous aide donc, malgré elle, à décrypter la crise. Ce qu'elle décrit est en définitive très révélateur de certains mécanismes économiques actuels. Car au final, au-delà de l'idéologie, qu'est-ce que l'économie mistigri ?

Pour mieux la comprendre, partons de faits bien connus. Au départ, il y a l'économie actionnariale, avec des entreprises dont les patrons sont de moins en moins des industriels ou des commerciaux et de plus en plus des financiers. Ces directeurs, installés aux commandes par les actionnaires, cherchent à dégager le maximum de profit, quitte parfois à amener l'entreprise à la faillite. C'est déjà la financiarisation d'une économie réduite à un solde comptable, mais sous des formes relativement classiques : de nouvelles modalités d'accumulation du capital ruinent le travail. C'est l'univers excitant des LBO [1] et des fameux 15% de ROE [2] l'an. Dans un récent petit livre (voir ci-dessous), La création de valeur pour l'actionnaire ou la destruction de l'idée démocratique, Isabelle Pivert démonte

magnifiquement les rouages de ce premier étage de la nouvelle fusée capitaliste.

Deuxième étape, déconnectée cette fois de l'entreprise (ici l'argent produit de l'argent) : l'économie-casino. C'est une autre métaphore ludique de l'économie financière. L'expression fait allusion à la rapidité des flux financiers, à l'importance des sommes en jeu et au caractère à la fois facile et dérisoire du fonctionnement. L'économie-casino spéculé sur des produits (denrées alimentaires, immobilier, devises...) et cherche à travers des variations même minimales des cours à dégager toujours plus de profit. C'est une économie fondamentalement court-termiste qui se nourrit des bulles spéculatives. Le problème est que ces bulles sont d'autant mieux alimentées que les populations, appauvries par l'économie actionnariale, demeurent malgré tout solvables. Le crédit assurera cette solvabilité. Il se substituera donc au salaire ou aux recettes fiscales.

Troisième étage de la fusée, bien arrimé aux deux premiers : l'économie du risque. Car une fois les agents endettés, le risque de défaut de paiement surgit. Dans un premier temps, les banques ont titrisé les créances douteuses pour mieux les exporter vers le reste de l'économie. Elles en ont fait des produits financiers qui s'échangent comme n'importe quel autre bien sur n'importe quel marché. Le risque est à son tour devenu l'objet de spéculations, la rentabilité de l'investissement s'élevant avec celui-ci. Or, avec l'explosion de 2008 et les premières faillites, ce risque s'est concrétisé. Le temps est maintenant venu de l'assumer. Ce que, bien entendu, personne n'est disposé à faire. Aujourd'hui, on en est là.

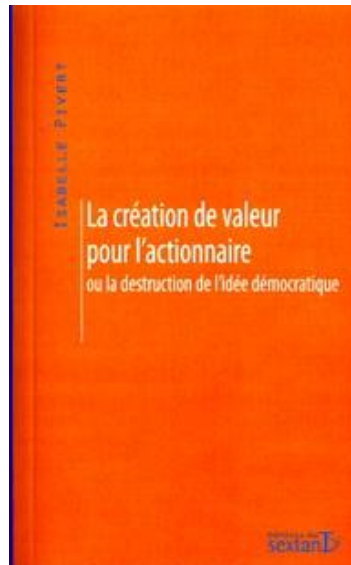
L'économie-mistigri, ce n'est pas autre chose : d'abord la recherche du risque maximal dans ce qu'il a de rémunérateur et ensuite le refus de toute contrepartie défavorable. En clair, les institutions financières s'enrichissent sur la prise de risque (les prêts à la Grèce sont assortis de taux d'intérêts élevés) sans jamais accepter que celui-ci se réalise (ce pays ne pourra jamais rembourser ses dettes). Confrontée à d'imminentes faillites que le système rend inéluctables, c'est-à-dire à une baisse substantielle de la rentabilité de ses placements, le joueur de mistigri tente le tout pour le tout. Il détourne l'attention collective de sa propre exposition, élude toute vulnérabilité face au défaut de paiement et cherche à concentrer sur d'autres les regards suspicieux. Autrement dit à refiler « la poisse ».

On reconnaîtra que la partie est risquée, surtout à trois.

Mais loin de passer son tour, lorsque Laurence Parisot tente de nous convaincre que « nos banques sont parmi les plus solides au monde », elle ne fait, en définitive, que jouer le jeu qu'elle dénonce.

Comme beaucoup, elle n'aime pas perdre.

Mauvaise joueuse donc, mais joueuse quand même.



Isabelle Pivert, auteur de ce petit livre (57 pages) est diplômée de HEC et a été "consultante en stratégie d'entreprise". C'est donc d'expérience qu'elle décrit comment toute la stratégie des entreprises cotées en Bourse a été complètement bouleversée par la révolution libérale des années 1980.

Avant, il était admis, tacitement, que la valeur était créée pour être partagée par les divers acteurs : employés et fournisseurs, clients et actionnaires. Désormais, un seul et unique objectif est imposé à l'entreprise : apporter à ses seuls actionnaires le plus de dividendes possible, et le plus vite possible, quelles que soient les conséquences de cette véritable dépossession des autres partenaires. C'est toute la société qui en subit les contre-coups, comme ceux que montraient déjà les entretiens édifiants avec des "licenciers" qu'Isabelle Pivert avait publiés dans Plan social, en 2004.

[1] LBO = Leverage buy out. On trouvera dans *Mais où va l'argent ?* la description et des exemples de cette façon qu'ont les "investisseurs" d'acheter à crédit les actions de sociétés qui marchent bien, et de les obliger ensuite à rembourser leur propre emprunt.

[2] ROE = Return on equity = retour sur investissement.